

L'ABOMINABLE TRAQUENARD DE 1914...

J'ai déjà parlé de la campagne que *l'Humanité* mène depuis plus d'un mois contre l'abominable vénalité de la presse. J'y reviens, parce que les faits que cette campagne porte à la connaissance du public sont de plus en plus intéressants et démonstratifs et que les révélations de *l'Humanité* éclaboussent chaque jour, un peu plus que la veille et un peu moins que le lendemain, l'odieux régime que *le Libertaire* dénonce au mépris et à la haine de quiconque déteste la fourberie et la platitude.

Les personnes qui suivent cette campagne - et je désire qu'elles soient nombreuses - doivent être désormais fixées sur les agissements en usage dans le monde de la presse et dans les milieux politiques. Si elles n'ont pas d'ores et déjà la conviction profonde que les journaux sont des officines de brigandage et de chantage, c'est qu'elles sont absolument incapables de se forger une conviction.

Toute la politique intérieure et extérieure dont ces feuilles sont les organes, est dominée par des questions d'argent: qui paie est bien servi, qui paie mieux l'est mieux encore; qui ne casque pas est combattu et n'a de chance de cesser de l'être que s'il se décide à cracher au bassinet.

Voilà le fait dont *l'Humanité* administre la preuve, jusqu'à l'évidence, au moyen de noms, de dates et de chiffres extraits d'une correspondance officielle dont l'authenticité et l'exactitude ne sont plus contestées.

Les documents publiés ces deux derniers jours ont établi que les problèmes les plus angoissants, - celui, par exemple, de la paix ou de la guerre, - dépendent, quant à leur solution, du prix qu'on met à l'achat des journaux qui fabriquent l'opinion publique.

Ces documents contiennent contre les hommes qui, en 1912, gouvernaient ce pays et contre la presse de cette époque, les accusations les plus accablantes.

En 1912 (faites un effort de mémoire et vous vous en souviendrez) de sombres nuages s'amoncelaient à l'est de l'Europe. L'Autriche ne dissimulait pas son ferme dessein de réduire la Serbie à une vassalité humiliante. La diplomatie russe affirmait que, dût-elle recourir à la guerre, elle était résolue à s'opposer à l'accomplissement de ce dessein.

Quelle allait être, en l'occurrence, la conduite de la France? Liée à la Russie par un traité dont les clauses étaient peu connues, que déciderait-elle, que ferait-elle, dans le cas où l'Autriche mettrait ses projets à exécution et où la Russie se jetterait dans le conflit?

Il n'était pas douteux que si, en application du traité qui la liait à la Russie, la France se plaçait aux côtés de son alliée, l'Allemagne liée à l'Autriche n'hésiterait pas à se solidariser avec celle-ci, et c'était l'Europe embrasée.

Ce fut ce qui se produisit en 1914, après le drame de Sarajevo.

Mais revenons à 1912.

A l'exception de la presse chauvine, les journaux français, soutenus en cela par une fraction importante de l'opinion publique, se montraient opposés à l'idée d'intervenir dans un conflit dont le but serait de favoriser l'hégémonie de l'Empire russe dans les Balkans.

Mais Poincaré était, alors, président du Conseil et Klotz, ministre des finances.

Ces Messieurs n'hésitèrent pas à déléguer leur distributeur financier Lenoir auprès de M. Raffalovitch, avec mission de lui faire entendre qu'il suffirait d'y mettre le prix pour que, d'hostile à la guerre, la presse lui devint favorable et orientât les esprits vers la solution désirée par la cour impériale de Russie.

Raffalovitch consulta Isvolsky, ambassadeur de Russie à Paris, et celui-ci ordonna à Raffalovitch de ne pas marchander la somme que M. Klotz demandait.

La correspondance de Raffalovitch est catégorique; elle ne laisse place à aucun doute. Les faits sont établis: patents, indéniables.

Qu'en faut-il déduire?

Tout esprit tant soit peu réfléchi en déduira sans hésitation que, dès 1912, la guerre était décidée; qu'elle serait allumée par la moindre étincelle jaillissant dans les pays balkaniques, que l'Autriche s'empresserait d'utiliser cette étincelle, que la Russie soufflerait sur la flamme et que le brasier s'étendrait à l'Allemagne et à la France.

On n'a pas perdu le souvenir des efforts considérables et persistants qu'accomplirent, de 1912 à 1914, le Gouvernement, les chambres et la presse, effort conjugués: loi de trois ans, retraites militaires, manifestations patriotiques, etc..., dans le but de chauffer à blanc l'idée de la revanche et d'amener progressivement la population française à cet état d'esprit qui devait, lors de la mobilisation générale, exploser en enthousiasme frénétique.

Dans le *Quotidien*, Pierre Bertrand - que j'ai connu beaucoup mieux averti sur la mentalité des gouvernants - somme Klotz et Poincaré de dire si, oui ou non, les faits rapportés par Raffalovitch et divulgués par l'organe du *Parti communiste* sont exacts.

Nous, nous sommons les travailleurs de réfléchir et de pénétrer le sens exact de ces faits.

Une fois de plus, ils apercevront l'abominable et sanglant traquenard qui, de propos délibéré et prémédité, leur fut tendu en août 1914.

Leur horreur de la guerre, de toute guerre, puisera, dans l'étude de ces faits, une vigueur nouvelle et ils prendront, une fois pour toutes, l'inébranlable résolution de s'opposer de toutes leurs forces aux tentatives de conflit armé et, quel qu'en soit le prétexte, de refuser d'y prendre part.

Sébastien FAURE.
